

Le Conseil fédéral devra à présent tenir compte de la nouvelle situation. Une réduction plus importante de la production et une baisse des prix sensible sont programmées au point de menacer l'existence même de l'agriculture moyenne de notre pays.

Afin de garantir au consommateur les produits de qualité auxquels il aspire, et dans le but de préserver l'agriculture indigène, le Conseil fédéral est prié par voie de motion de soumettre aux Chambres fédérales dans les plus brefs délais les modifications législatives nécessaires à garantir les objectifs complémentaires suivants:

1. En matière de label et de qualité, les produits viticoles et agricoles importés rempliront sans réserves les exigences imposées aux produits agricoles d'origine suisse. La Confédération est chargée du contrôle à la frontière; elle refuse l'accès aux produits dont l'origine et les méthodes de production ne peuvent être déterminées avec exactitude.

2. Le cas échéant, la Confédération veillera à garantir à une frange de la viticulture et de l'agriculture indigènes des possibilités de production plus souples, donc moins extrêmes; l'importance quantitative de ces productions plus traditionnelles dépendra de la relation entre les volumes de produits traditionnels et de produits «labélisés» importés.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Keine – Aucun

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

A l'heure du Gatt, la viticulture et l'agriculture ne sauraient se faire à l'idée de ne pas produire sur sol helvétique des produits que l'on continuerait d'importer aisément de l'étranger.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 31. Mai 1995

Rapport écrit du Conseil fédéral du 31 mai 1995

Nous poursuivrons la réforme de la politique agricole annoncée dans le 7e rapport sur l'agriculture, en vue de renforcer la compétitivité des produits sur les marchés agricoles et de promouvoir une agriculture multifonctionnelle particulièrement respectueuse de l'environnement et des animaux. Le résultat du scrutin du 12 mars 1995 doit être interprété comme la volonté d'accélérer et de renforcer ce processus de réforme. Le rythme et l'importance des changements devront cependant tenir compte des possibilités d'adaptations techniques, économiques, structurelles et sociales de l'agriculture.

L'auteur de la motion souhaite que nous soumettions aux Chambres fédérales, dans les plus brefs délais les modifications législatives nécessaires pour que, en matière de labels et de qualité, les produits viticoles et agricoles importés remplissent sans réserves les exigences imposées aux produits agricoles suisses.

La conformité d'une déclaration par rapport aux règles Gatt/OMC doit s'apprécier au cas par cas, notamment sous l'angle de la proportionnalité et de la non-discrimination. En ce qui concerne les contrôles relatifs aux méthodes de production à l'étranger, ceux-ci pourraient s'avérer difficiles, voire impossibles à réaliser. En effet, le contrôle d'exigences générales ne peut pas toujours se faire d'une manière objective sur la base de l'examen et/ou de l'analyse des produits à la frontière. Ces contrôles devraient donc être réalisés dans certains cas sur le lieu de production à l'étranger. Or, pour des questions de souveraineté nationale notamment, il peut être difficile pour la Confédération de procéder à ces contrôles à l'étranger, sans parler des coûts que ceux-ci pourraient entraîner.

Selon la demande de l'auteur de la motion, la Confédération devrait, le cas échéant, veiller à garantir à une frange de la viticulture et de l'agriculture indigènes des possibilités de production plus souples, donc moins extrêmes. D'après les règles du Gatt, il n'est pas possible d'exiger des produits importés qu'ils respectent les législations suisses en matière de protection de l'environnement et de protection des animaux. Certes, ces contraintes sont, pour certaines, plus sévères en Suisse qu'à l'étranger, mais ce n'est pas toujours le cas. A ce

propos, il convient de rappeler que les paiements directs compensatoires (art. 31a LAg) servent notamment à couvrir les frais de production plus élevés imposés par notre environnement économique suisse relativement cher. Les prescriptions de production constituent un élément de ce renchérissement. Il ne nous semble toutefois pas opportun de diminuer nos standards de production (pour une partie de la production) pour les mettre au même niveau que ceux concernant les produits importés. Il faut en outre noter que, chez nos principaux partenaires commerciaux, une tendance en faveur d'une meilleure protection de l'environnement et des animaux semble s'affirmer. Il ne conviendrait pas que la Suisse aille à l'encontre de cette tendance.

En conclusion, nous comprenons l'intention du motionnaire de mieux protéger les produits agricoles suisses de haute qualité. Nous développons plusieurs mesures notamment en ce qui concerne la protection des labels et des appellations géographiques qui, sans aller aussi loin que les demandes du motionnaire, tendront aux mêmes effets. Le message sera soumis au Parlement cet été.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates

Déclaration écrite du Conseil fédéral

Le Conseil fédéral propose de transformer la motion en postulat.

Überwiesen als Postulat – Transmis comme postulat

95.3058

Motion Schmidhalter

Treibstoffzollgelder (25 Prozent) für Gotthard und Lötschberg als A-fonds-perdu-Beiträge

Produit des droits d'entrée sur les carburants affecté au Gotthard et au Lötschberg. Allocation à fonds perdu (25 pour cent) de ces droits

Wortlaut der Motion vom 3. Februar 1995

Der Bundesrat wird beauftragt, dem Parlament eine Abänderung des Bundesbeschlusses über den Bau der schweizerischen Alpentransversale (Alpentransitbeschluss) vom 30. November 1992 betreffend die Finanzierungsbedingungen der Ausgaben mittels zweckgebundenen Treibstoffzollerträgen vorzulegen. Neu sollte formuliert werden, dass der Bund den SBB und der BLS den Anteil (25 Prozent) aus zweckgebundenen Treibstoffzollerträgen als nichtverzinslichen und nichtrückzahlbaren Beitrag an die Ausgaben (Investitionskosten) zur Verfügung stellt.

Texte de la motion du 3 février 1995

Le Conseil fédéral est chargé de soumettre au Parlement une modification de l'arrêté du 30 novembre 1992 sur la construction des transversales alpines (arrêté sur le transit alpin) concernant le financement des travaux par la voie des droits sur les carburants à affectation fixe, de telle sorte que la Confédération mette à la disposition des CFF et du BLS la part des droits affectés (25 pour cent) sous forme de contribution sans intérêt et non remboursable aux coûts d'investissement.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Baumberger, Béguelin, Bircher Peter, Bodenmann, Bundi, Bürgi, Cumberg, Comby, Couchepin, Darbellay, David, Dormann, Engler, Epiney, Giezendanner, Grossenbacher, Hari, Hildbrand, Keller

Anton, Leuenberger Ernst, Rychen, Schenk, Schmid Samuel, Schnider, Seiler Hanspeter, Seiler Rolf, Weyeneth, Züger (28)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Die grundsätzliche Frage ist die, ob die Neat während der Bauzeit direkt aus der Bundeskasse bezahlt und den Benützern ohne Kostendeckungsprinzip zur Verfügung gestellt werden soll, wie dies bei anderen Infrastrukturbauten der öffentlichen Hand oft der Fall ist (z. B. Gemeindestrassen).

Bundesrat und Parlament haben bei der Neat eine Lösung gewählt, die darin besteht, dass grundsätzlich die zukünftigen Benutzer (aus allen Ländern) das Werk bezahlen, indem die Investition amortisiert und verzinst werden muss.

Artikel 14 Absatz 3 des Alpentransitbeschlusses vom 4. Oktober 1991 hält deshalb fest: «Mit Inbetriebnahme eines Bauabschnittes werden die Baukredite mit den aufgelaufenen Zinsen in variabel verzinsliche und innert 60 Jahren rückzahlbare Darlehen konsolidiert.» Diese Regelung hat den Vorteil, dass die Bahnen ein Interesse an möglichst kostengünstigen Bauwerken haben.

Andererseits müssen die Bahnen SBB und BLS Kosten übernehmen, die der Konkurrent, nämlich das Strassenfahrzeug, nicht tragen muss. Die Bahn muss insbesondere bei den Tarifen im kombinierten Verkehr Strasse/Schiene und beim Autoverlad auf die Preise der Konkurrenz, der Strasse, Rücksicht nehmen.

Bei der Strasse müsste das Kostendeckungsprinzip pro Einzelstrecke gleich durchgesetzt werden wie bei der Bahn. Vor allem bei den Personenwagen ist aber auch in Zukunft nur eine pauschale «Benützungsgebühr» über den Treibstoffzoll und -zuschlag vorgesehen. Es ist wohl denkbar, auch in Zukunft aus der Treibstoffkasse Tarifverbilligungen für den Autoverlad auszurichten und damit der Bahn zu erlauben, die Investitionen zu verzinsen und abzuschreiben. Dieses Vorgehen ist aber kompliziert und mit Unsicherheiten verbunden, so dass es zweckmässiger ist, die Darlehen aus Treibstoffzollgeldern als nichtverzinslich und nichtrückzahlbar vorzusehen.

Eine Finanzierung mit Darlehen und A-fonds-perdu-Beiträgen der öffentlichen Hand wird auch bei den französischen TGV-Linien praktiziert. Der Staat und allenfalls die Regionen übernehmen bei einzelnen Strecken einen Teil der Investitionssumme direkt, wenn keine genügende betriebswirtschaftliche Rentabilität ausgewiesen werden kann, das Vorhaben aber aus gesamtwirtschaftlichen, raumplanerischen, umweltpolitischen oder anderen Gründen sinnvoll ist.

Die in meiner Motion verlangte Änderung des Alpentransitbeschlusses sollte in den nächsten Monaten dem Parlament unterbreitet werden, damit die ganze Diskussion über die Wirtschaftlichkeit des Vorhabens versachlicht werden kann.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates

vom 3. Mai 1995

Déclaration écrite du Conseil fédéral

du 3 mai 1995

Der Bundesrat ist bereit, die Motion entgegenzunehmen.

Le président: M. Borer Roland combat cette intervention. La discussion est renvoyée.

Verschoben – Renvoyé

95.3135

Motion Wick

Aufhebung der Flossordnung

Règlement pour le flottage. Abrogation

Wortlaut der Motion vom 21. März 1995

Der Bundesrat wird gebeten, die «Flossordnung für den schweizerisch-badischen Rhein von der Aaremündung bis zur schweizerischen Grenze» (SR 747.224.322) aufzuheben.

Texte de la motion du 21 mars 1995

Le Conseil fédéral est chargé d'abroger le «Règlement pour le flottage sur le Rhin frontière entre la Suisse et le Grand-Duché de Bade» (RS 747.224.322).

Mitunterzeichner – Cosignataires: Keine – Aucun

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Die Flossordnung wurde im Jahre 1908 erlassen, dem gleichen Jahr, in welchem die Konzession für das erste Laufkraftwerk am Rhein, nämlich Augst-Wyhlen, erteilt wurde. Mit dem Bau dieses Kraftwerkes ist die Flossordnung obsolet worden, hat doch dieses Kraftwerk die Flösserei verunmöglicht. Die Flossordnung ist folglich seit ihrem Inkrafttreten überholt! Dennoch wird sie demnächst im Rahmen des Neudrucks der Systematischen Rechtssammlung wieder aufrechterhalten. Es wäre folglich an der Zeit, dass der Bundesrat in einem einseitigen Kraftakt der Deregulierung die Flossordnung aufheben würde. Der damalige Vertragspartner, das Grossherzogtum Baden, existiert bekanntlich schon längst nicht mehr.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 10. Mai 1995

Rapport écrit du Conseil fédéral

du 10 mai 1995

Der Bundesrat ist mit der Zielsetzung der Motion grundsätzlich einverstanden. Flösserei auf dem Rhein im Sinne der Flossordnung findet keine mehr statt. Die Flossordnung könnte demnach grundsätzlich aufgehoben werden. Der Rhein ist jedoch ein deutsch-schweizerisches Grenzgewässer, das unter das Übereinkommen vom 10. Mai 1879 zwischen der Schweiz und dem Grossherzogtum Baden betreffend den Wasserverkehr auf dem Rheine von Neuhausen bis unterhalb Basels (SR 0.747.224.32) fällt. Dieses Übereinkommen gilt nach wie vor und bestimmt in Artikel 2, dass, soweit nötig oder zweckmässig, die polizeilichen Bestimmungen aufgrund vorausgegangener Verständigung beider Regierungen in allen wesentlichen Punkten gleichlautend erlassen werden. Die Aufhebung der Flossordnung bedarf somit einer vorgängigen Absprache mit der Rechtsnachfolgerin des Grossherzogtums Baden, dem Land Baden-Württemberg. Der Bundesrat ist bereit, diesbezügliche Gespräche mit dem Land Baden-Württemberg aufzunehmen. Er kann jedoch aus den oben angeführten Gründen die Flossordnung nicht einseitig aufheben.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates

Déclaration écrite du Conseil fédéral

Der Bundesrat beantragt, die Motion in ein Postulat umzuwandeln.

Überwiesen als Postulat – Transmis comme postulat

Motion Schmidhalter Treibstoffzollgelder (25 Prozent) für Gotthard und Lötschberg als A-fonds-perdu-Beiträge

Motion Schmidhalter Produit des droits d'entrée sur les carburants affecté au Gothard et au Loetschberg. Allocation à fonds perdu (25 pour cent) de ces droits

In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale

Jahr 1995
Année
Anno

Band III
Volume
Volume

Session Sommersession
Session Session d'été
Sessione Sessione estiva

Rat Nationalrat
Conseil Conseil national
Consiglio Consiglio nazionale

Sitzung 16
Séance
Seduta

Geschäftsnummer 95.3058
Numéro d'objet
Numero dell'oggetto

Datum 23.06.1995 - 08:00
Date
Data

Seite 1600-1601
Page
Pagina

Ref. No 20 025 811